

propositions ineptes, irréfléchies et déraisonnables. Ces gens se sont organisés et ils feront sûrement connaître leur façon de penser au gouvernement. Ils ne toléreront plus qu'on ne tienne pas compte d'eux dans nos institutions politiques. Ils ont formé un puissant groupe de pression politique, et il faudra dorénavant écouter les têtes grises au Canada.

Je recommande au gouvernement de ne pas chercher à les amadouer en leur proposant un festival d'un jour. Le gouvernement peut cependant être assuré que nous l'apprécierons néanmoins car ce sera un jour bien choisi pour rappeler les mesures téméraires prises par ce gouvernement concernant les gens qui ont bâti notre pays. Ce serait le bon moment ce jour-là pour évoquer chaque année les promesses non tenues. Nous pourrions parler d'un gouvernement qui a voulu réduire les pensions de vieillesse, qui se fichait complètement du sort des personnes âgées, qui ne se donnait pas la peine de les consulter.

Tout comme mon collègue de Montréal-Sainte-Marie, je crois que c'est peut-être la meilleure chose qui puisse arriver. Non seulement le gouvernement a-t-il motivé les têtes grises, il veut maintenant leur dédier un jour où exprimer leurs griefs. Peut-être allons-nous finir par obtenir le meilleur arrangement qui soit.

Si le gouvernement se préoccupe tellement, comme j'aimerais que ce soit le cas, mais ce ne l'est pas, du bien-être des citoyens âgés, alors qu'il manifeste sa préoccupation en offrant les fonds nécessaire pour verser les allocations au conjoint aux 80,000 personnes laissées pour compte parce qu'elles sont célibataires, divorcées ou séparées. C'est une excellente façon de se montrer égalitaire, de traiter les gens également, surtout compte tenu de l'article 15 que nous avons présenté mais auquel le gouvernement s'est opposé . . .

**M. Gurbin:** Pourquoi sont-ils encore là, Sheila?

**Mme Finestone:** Qui est encore là?

**M. Gurbin:** Ces personnes laissées pour compte.

**Mme Finestone:** Elles ne votent pas pour vous, je peux vous l'assurer.

**M. Gurbin:** Elles sont là parce que vous les avez abandonnées durant des années.

**Mme Finestone:** Le gouvernement estime qu'il peut sans consultation préalable décider de quoi les Canadiens âgés ont besoin en matière de soins médicaux, d'habitation et de transport. Le gouvernement a réduit les paiements de transfert aux provinces.

Oui, je sais, vous prétendez que vous avez majoré les sommes versées, mais vous n'augmentez pas le pouvoir d'achat des provinces. Vous avez suscité une foule de problèmes pour nos maisons d'enseignement et nos établissements de santé au Canada.

• (1830)

Je suis mécontente, monsieur le Président. Je ne suis certes pas pour me prononcer contre une journée réservée à nos personnes âgées. Je pense que c'est magnifique. Nous organisons une grande fête où nous célébrerons un groupe sans conscience, irréfléchi et insensible dans notre société, je veux dire les progressistes conservateurs.

**M. Elzinga:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je suis curieux et je voudrais une directive. Je ne m'attarderai pas à l'hypocrisie dont parle actuellement le parti libéral.

### *Journée des personnes âgées*

**M. Caccia:** Ce n'est pas un rappel au Règlement.

**M. Elzinga:** Je voudrais que vous éclairiez ma lanterne, monsieur le Président. Le député de Sudbury (M. Frith) a accepté que cette motion visant à proclamer le deuxième dimanche de juin de chaque année Journée des personnes âgées soit renvoyée au comité. Dans le cas où les députés libéraux d'en face continueraient à parler, je ne sais pas très bien si cette motion resterait au *Feuilleton* à 18 h 41 ou si elle serait renvoyée au comité. Je vous demande de m'éclairer là-dessus. L'hypocrisie des députés d'en face sera véritablement manifeste si cette motion reste au *Feuilleton*.

**Le président suppléant (M. Charest):** A l'ordre. Pour répondre à la question du député de Pembina (M. Elzinga) et conformément à l'ordre de renvoi adopté par la Chambre, nous allons poursuivre jusqu'à 18 h 41, puis consulter la Chambre sans que la question ne soit mise aux voix.

**M. Gauthier:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. J'étais partie à l'accord conclu par la Chambre. En effet, nous allons poursuivre jusqu'à 18 h 41. Il pourrait alors y avoir un vote, mais un vote à main levée plutôt qu'un vote par appel nominatif.

**Le président suppléant (M. Charest):** Le débat reprend et la parole est au député de Richmond-Wolfe (M. Tardif).

[Français]

**M. Alain Tardif (Richmond-Wolfe):** Monsieur le Président, c'est également un plaisir et un honneur pour moi de participer à cette discussion.

[Traduction]

**M. Elzinga:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je ne tiens pas du tout à me rendre désagréable et je reconnais votre excellente contribution au bon fonctionnement de cette assemblée. Toutefois, je trouve étrange que lorsqu'un député conservateur se lève, après qu'un député libéral a fini de parler, on donne la parole à un autre député libéral.

**M. Althouse:** Il n'y avait personne d'autre debout.

**M. Deans:** Qui s'est levé?

**M. Caccia:** Il a la parole maintenant.

**M. Deans:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement, si vous le permettez.

**Le président suppléant (M. Charest):** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Pembina (M. Elzinga) prétend qu'un autre député s'est levé à ce moment-là. La présidence ne l'a pas vu et a donné la parole au député de Richmond-Wolfe (M. Tardif). Je regrette que cela ait pu déranger quelqu'un, mais telle est la situation et nous devons reprendre le débat en redonnant la parole au député de Richmond-Wolfe.

[Français]

**M. Tardif:** Monsieur le Président, alors, je disais que j'avais écouté avec énormément d'intérêt l'intervenant, et plus spécifiquement le député de Beauharnois-Salaberry (M. Hudon) qui je pense a fait l'éloquente démonstration qu'il est, comme son parti, complètement «déconnecté» de la réalité.

Le député conservateur qui vient dire à cette Chambre: Monsieur le Président, je suis contre l'indexation. Mais je pense que d'affirmer une chose semblable, en 1985, à l'endroit des personnes âgées, c'est tout simplement scandaleux. Le fait d'affirmer qu'on est contre l'indexation, monsieur le Président, c'est tout simplement, dis-je, odieux.